

COMMISSION DE STRATÉGIE POLITIQUE

Préparation de la convention

PRÉAMBULE

Chers camarades, Le caractère particulier du contexte politique dans le cadre duquel se tient ce débat n'échappe à aucun militant. Même les citoyens qui se sont méfiés de l'action politique, ces dernières années, expriment - de nouveau - une inquiétude envers les questions qui concernent «tout le monde». C'est-à-dire les questions politiques.

Notre mission se trouve aujourd'hui facilitée par ce cadre global et l'accumulation de l'expérience. Mais notre mission se trouve grandement compliquée par la complexité des enjeux.

Il ne suffit plus de s'opposer au régime pour faire du bien à la société et au pays ! Il ne suffit plus de dire «non» pour être sur le chemin de la fidélité à nos idéaux démocratiques et patriotiques.

Il faut en plus le faire en toute connaissance des tenants et des aboutissants de chacune de nos positions, de chacun de nos gestes. Le débat s'impose donc plus que jamais.

Nous allons devoir défendre un point de vue et son contraire dans une démarche constructive. Il s'agit d'évaluer chacune des hypothèses à partir de la situation actuelle, du bilan des participations passées et des boycotts antérieurs.

Nous ne devons pas hésiter à pointer les défaillances, le confort intellectuel, la légèreté et les calculs étroits qui peuvent influencer sur la prise de décision autant que sur le dévoilement de la décision.

Cette convention devra se donner une mission d'instruction publique. Le parti doit, avant tout, disposer d'une vision claire de ses objectifs, des moyens de les réaliser ainsi que d'une alternative en cas d'échec ou de bouleversement de l'agenda.

Au printemps de l'année 2012, les Algériennes et les Algériens seront appelés à se rendre aux urnes pour le renouvellement des membres de l'Assemblée populaire nationale.

Dans quelles conditions, quel climat et quelle ambiance ce scrutin se déroulera-t-il ?

Dans quel contexte historique, politique, social, économique et sécuritaire ?

A l'évidence, sans l'acte désespéré, mais libérateur de Mohamed Boua-

zizi en Tunisie, véritable détonateur des révoltes populaires dans les pays de la région, ces élections n'auraient constitué qu'une formalité banale pour le pouvoir algérien. Une opération technique ordinaire, un rituel exécuté les yeux fermés. Sans ce bouleversement géostratégique, les décideurs auraient fraudé avec toujours aussi peu de scrupules et toujours avec autant d'arrogance et de mépris.

Mais le changement en Tunisie, la chute d'El Gueddafi en Libye, les manifestations en Egypte, les affrontements meurtriers en Syrie et au Yémen, amèneront-ils les décideurs algériens à faire preuve de clairvoyance, de sagesse et d'esprit de responsabilité ?

Leurs compatriotes seront-ils enfin en mesure d'exercer leur droit de désigner leurs représentants dans la liberté et en toute transparence ? Rien n'est moins sûr, en tout cas et, pour le moment, rien ne le laisse présager.

Malgré les dangers qui menacent notre pays, les décideurs refusent toujours toute issue politique, pacifique et démocratique. Ainsi, le verrouillage des champs, politique et médiatique, les restrictions aux libertés fondamentales, les violations des droits de l'homme et la corruption font courir au pays des risques réels de désintégration.

Les besoins fondamentaux de pans entiers de la population, véritable ciment de la cohésion sociale, ne sont pas assurés.

Les révoltes de citoyens à travers tout le territoire national pour exprimer des revendications légitimes ne reçoivent comme réponses que répression et humiliation.

Les Algériennes et les Algériens sont privés de tout recours face à l'arbitraire quand, dans le même temps, règne l'impunité pour les tenants du pouvoir et ses démembrements.

Le pouvoir continue d'ignorer la réalité algérienne et continue à gagner du temps.

Pour coller au contexte régional, agissant sous la pression de ses partenaires occidentaux, le pouvoir a initié et mené des réformes censées rapprocher le fonctionnement de l'Etat des standards en vigueur dans les Etats modernes et démocratiques.

QU'EN EST-IL DANS LA RÉALITÉ ?

Elaborées, suite un processus de consultations, lequel, dans le fond comme dans la forme, a frisé le ridicule, ces «réformes» n'ont pas intéressé les Algériennes et les Algériens, elles n'ont même pas suscité leur curiosité.

Matérialisées par une batterie de lois qui n'ont pour finalité que de donner l'illusion que quelque chose bouge, elles ne font que confirmer que la machine est bel et bien immobile, que le système est verrouillé.

L'architecture institutionnelle, politique et judiciaire, va garder les aspects d'un décor en trompe-l'œil et tout continuera de se faire au détriment des intérêts de l'Etat. Il est vrai que les décideurs sont trop obsédés par leur détermination à maintenir le peuple loin du politique, dans une attitude de méfiance et de rejet de la classe politique.

Allant même, pour cela, jusqu'à user et abuser, à leur profit exclusif, des valeurs et symboles de la révolution algérienne.

A travers ces réformes, une fois de plus, le pouvoir s'inscrit en marge de l'histoire.

Force d'opposition radicale à la dictature, mais surtout, parti de propositions, le Front des forces socialistes (FFS) rejette cette énigme fuite en avant et rappelle l'urgence d'une solution politique, pacifique et démocratique.

Les militants du FFS peuvent se féliciter et tirer fierté d'avoir su et pu rester autonomes. Le FFS est l'un des rares partis, sinon le seul, à n'être l'otage ni d'un clan du pouvoir ni d'un quelconque groupe de pression.

C'est donc dans un contexte de fermeture que s'annoncent les prochaines élections législatives. Elles mettent une fois de plus le FFS devant un choix difficile au vu de sa situation et de la situation du pays. Le FFS va prendre sa décision dans la transparence et en toute autonomie. Elle reflètera les avis des militants du parti et traduira les attentes des sympathisants et groupes sociaux qui se reconnaissent dans son programme.

Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de bonnes décisions ; il n'y a que de moins mauvaises. Alors, il nous faudra bien peser les choses, et pour cela ouvrir un débat qui

soit le plus large possible. L'option de la participation ou du boycott est à déterminer en tenant compte du niveau de préparation de ces élections, de l'engouement de la population pour la participation et du seuil de l'implication des citoyens dans les discussions tournant autour de la thématique des réformes.

Nous devons nous prononcer en traitant en profondeur les questions suivantes :

1) L'Algérie est-elle définitivement épargnée par le vent des «révolutions» qui balaie la région ?

2) La population fait-elle complètement siennes les réformes présentées par le pouvoir ?

3) Le parti dispose-t-il d'assez de ressources et de moyens pour glaner un nombre élevé de sièges au Parlement en vue de pouvoir peser dans l'échiquier et de ne pas subir les critiques et sarcasmes de la population comme servant de décor, d'alibi et de caution ?

4) La participation aux législatives ne va-t-elle pas freiner ou tout au moins compliquer la mise en œuvre du projet de rassemblement des énergies militantes ?

5) Quels sont les changements apparus depuis les élections de 2007 qui pourraient justifier la participation du parti aux élections de 2012 ?

6) Sommes-nous capables de convaincre la population de voter ? Par ailleurs, et sur le plan juridique, nous constatons que malgré la levée de l'état d'urgence, son esprit demeure à travers les lois sécuritaires.

L'absence d'une justice indépendante et d'une administration neutre compromet la transparence des élections.

ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE ÉLECTORALE DU FFS DEPUIS 1990

Nous devons évaluer notre stratégie électorale depuis les élections locales de juin 1990.

Aucune décision sérieuse ne peut être prise sans une véritable évaluation basée sur les politiques et stratégies collectives, surtout pas sur les «ego» et autres stratégies personnelles.

La crise qui épuise l'Algérie s'est aggravée à un point tel, que nous devons nous focaliser sur le fond, et le fond aujourd'hui, c'est sauver l'Algérie ! De 1990 à nos jours, l'Algérie a connu 12 scru-

lins : 4 présidentiels, 4 législatifs et 4 locaux. Toutes ces élections n'ont pas réussi à réaliser une alternance au pouvoir. Systématiquement et massivement truquées, ces élections ont été utilisées par le système pour se reproduire.

Par sa décision de rejet des élections locales de juin 1990, le FFS a réussi à inculquer la notion de boycott aux citoyens et l'esprit de résistance. Pour le FFS, la priorité était l'élection d'une Assemblée nationale constituante, et non pas, l'élection des maires.

Une année plus tard, le parti a pris part aux élections législatives de décembre 1991, des élections avortées par un coup d'Etat en janvier 1992 qui a engendré la violence et la dislocation de la société.

Aussitôt, le FFS avait opté pour le chemin le plus dur, mais le moins coûteux : celui de la légitimité populaire. Nous avons tout entrepris pour amener les protagonistes de la violence sur le terrain politique, un terrain que rejetait le pouvoir puisque c'était dans la violence qu'il se renforçait.

En 1995, le FFS a boycotté les élections présidentielles, des élections organisées avec le soutien de quelques appareils politiques afin de construire une légitimité au général Zeroual et, à travers lui, à un pouvoir illégitime et surtout violent.

PARTICIPATION AUX LÉGISLATIVES DE 1997 : L'APN, UNE TRIBUNE POUR LE FFS

Vingt mois après cette mascarade, le FFS a participé aux élections législatives de 1997 dans le seul but de garder un espace d'expression - si réduit soit-il - à l'APN et surtout en dehors d'elle, pour continuer à faire entendre les aspirations du peuple algérien. Ce que nous avons fait lorsque les débats étaient retransmis en direct à la télévision. Quelques mois plus tard, le black-out était décidé. Le FFS à la portée des Algériens, cela devenait trop dangereux pour les décideurs.

Le parti a pris part aux élections locales d'octobre 1997, un scrutin à «moins armées», entachées d'une fraude massive en faveur d'un parti qui, créé trois mois plus tôt, devenait majoritaire dans le pays.



DU FRONT DES FORCES SOCIALISTES

nationale du 11 février 2011



Des marches de protestation contre la fraude ont été organisées, à Alger, par plusieurs partis politiques, mais le pouvoir restait sourd.

PRÉSIDENTIELLE DE 1999 : RETRAIT DE SIX CANDIDATS

Après la démission du chef de l'Etat, Liamine Zeroual, le pouvoir a organisé une élection présidentielle anticipée en avril 1999. Le président du FFS, Hocine Aït Ahmed, a participé à la compétition. «Sera-t-elle, en définitive, une alternance crédible, c'est-à-dire, la première alternance depuis 35 ans ? Donc, la chance d'un vrai changement de système et de personnalités politiques ? (...) Je n'hésiterais pas à me dresser contre toute tentative de détourner de son cours cette élection présidentielle», avait averti Hocine Aït Ahmed dans son message aux Algériens en mars 1999.

Les craintes du président du FFS étaient réelles et fondées puisque la fraude a été massive au niveau des bureaux spéciaux. La veille du scrutin, le 14 avril, six candidats ont décidé de se retirer de la course en guise de protestation contre la fraude. Le candidat du pouvoir devenait ainsi candidat unique.

En septembre 1999, le pouvoir a organisé un référendum sur la concorde civile. Le FFS a estimé, dans une déclaration, que ce référendum était inutile et «s'annonce comme un plébiscite», dès lors que «la loi sur la concorde civile est déjà en application».

Pour le FFS, ce référendum «participe, une nouvelle fois, d'une volonté de normalisation autoritaire de la société au détriment de la démocratie et du libre exercice des droits politiques et civiques».

LA RÉSISTANCE CITOYENNE FACE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2002

Le scrutin législatif de mai 2002 s'inscrivait dans un contexte totalement différent, avec le printemps noir en Kabylie et les sursauts de résistance citoyenne qui ont rendu espoir et confiance en elle-même à notre jeunesse. Dans cette extraordinaire dynamique, et pour rejeter un scrutin ni propre ni honnête, l'appel à la dissidence citoyenne nationale

et pacifique était la seule alternative. Il a été parfaitement entendu et compris. Le taux élevé de non-participation a été sans précédent. Les manifestations de ras-le-bol et les émeutes ont gagné l'ensemble du pays et toutes les catégories sociales, jusque dans les prisons. En face, une répression féroce en Kabylie et des manipulations fascisantes à ciel ouvert menées tambour battant dans l'impunité totale.

LA PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS LOCALES DE 2002 POUR BARRER LA ROUTE À LA MAFIA

Après de larges consultations au sein de nos structures, le FFS a décidé de participer aux élections locales de 2002 pour deux raisons principales :

- Développer la dynamique pacifique citoyenne à l'échelle nationale. La jeunesse, en général, le mouvement associatif, les syndicats autonomes sont en contestation permanente. Il est possible de tenter de résoudre les problèmes sociaux en allant à la conquête des municipalités, au lieu d'être entraînés dans des aventures violentes. Le FFS a conditionné sa participation par la cessation des poursuites contre les élus locaux du parti et la libération des détenus du mouvement citoyen.

Ces mesures d'apaisement étaient de nature à convaincre les jeunes de ne pas s'exclure du pouvoir local.

- Deuxième raison de notre participation : ne pas permettre le vide dans les communes de Kabylie et barrer la route à toutes les catégories de mafia qui les avaient privatisées et pillées.

Trois ans plus tard, en 2005, le pouvoir prend la décision de dissoudre les APC gérées par le FFS, résultat d'un accord avec les représentants des «aïrçh», dont la mission était d'éradiquer le politique pour mieux livrer les communes à la mafia locale. Le FFS a décidé de participer aux élections locales partielles «imposées par la révocation scandaleuse des seuls élus librement, malgré les violences et les exactions des mafias locales dirigées par les forces de sécurité spéciales». Pour le président du parti, «ne pas y participer, c'est faire le jeu du pouvoir dont la stratégie est de couper le FFS de l'osmose permanente qu'il

avait établie avec les populations de la région».

PRÉSIDENTIELLE DE 2004 : BOYCOTT MASSIF ET TIF

Le FFS a appelé à un boycott massif et actif du scrutin présidentiel de 2004. «L'échéance du 8 avril 2004 est discréditée et décrédibilisée par l'exclusion de l'opposition réelle, la mise au pas de l'administration, le monopole exercé sur toutes les institutions de l'Etat, la dilapidation des biens publics, le harcèlement exercé sur la presse privée, la fermeture du champ politique et le maintien de l'Etat d'urgence», a dénoncé le parti.

L'expérience de 1997 et la non-participation aux législatives de 2002 pour les raisons évoquées ont pesé dans la décision de boycott des législatives de 2007. Le président du parti, Hocine Aït Ahmed, a qualifié le scrutin législatif du 17 mai de «messe qui fête wawadj el moutaa».

Le FFS a participé aux élections locales de 2007, mais nous n'avons pas toujours su maintenir le lien nécessaire entre les élus et les structures du parti ; cela a entraîné un déficit de lisibilité et de visibilité de la gestion de nos municipalités et parfois même des dérives. Par ailleurs, la déstructuration de nos sections a empêché une réflexion féconde sur nos politiques et notre action locale.

En avril 2009, le FFS a appelé les Algériens à un boycott actif du scrutin présidentiel. Pour le FFS, «le boycott de ce scrutin est un acte révolutionnaire. Les Algériens savent que les élections ne sont d'aucun impact positif sur leur vie. Les élections sont organisées pour le maintien du statu quo».

Au terme de ce bilan sommaire concernant notre stratégie électorale, essayons de répertorier les arguments qui militent pour la participation comme de ceux qui militent pour le boycott du prochain scrutin législatif.

1 - DE LA PARTICIPATION a/ Les avantages

- La participation aux élections enclenche des débats internes et une dynamique qui permettront un renforcement des rangs du parti ;

- elle permet au parti de toucher et de sensibiliser la société par son discours, d'élargir sa base sociale, et aux parlementaires de dénoncer les dérives du pouvoir ;

- avoir accès aux médias, notamment les médias lourds pour transmettre notre message à l'ensemble des citoyens ;

- à travers ses futurs députés, le FFS aura plus de moyens pour s'informer de la situation du pays ;

- des délégations étrangères viennent rencontrer des parlementaires algériens. Les députés du FFS briseront la façade démocratique pour mieux exprimer le vécu et les aspirations de la population ;

- les députés du FFS pourront briser l'unanimité que veut imposer le pouvoir à la classe politique ;

- le parti peut apporter la contradiction aux choix économiques désastreux du pouvoir ;

- notre participation peut constituer un rempart devant la montée des radicalismes ;

- participer aidera au développement des ressources humaines et financières du parti.

Pour participer, il faut au préalable : - conditionner notre participation par exemple par l'abrogation des lois qui visent à verrouiller davantage les champs politique et médiatique ;

- faire un état de lieux réel de nos ressources humaines et matérielles ;

- choisir de bons candidats, des militants engagés ;

- élaborer un discours politique qui peut contrecarrer les critiques qui nous seraient retournées.

b/ Les inconvénients

- Une participation peut s'apparenter à une caution à la démarche visant à consolider une dictature. Le parti risque alors de perdre sa crédibilité en aidant le système à se régénérer de l'intérieur ;

- risque de défection de l'électorat qui ne croit pas aux élections, car elles n'ont rien changé à son quotidien.

2 - DU BOYCOTT a/ Les avantages

- Cohérence de nos positions après le rejet du dialogue initié par le pouvoir dans le cadre des «réformes» politiques ;

- ne pas se rendre complice des

événements créés par le pouvoir, sachant qu'aucune élection n'est honnête ni propre depuis l'indépendance ;

- continuer à dénoncer la démarche du pouvoir qui refuse une solution politique, pacifique et démocratique ;

- accompagner le peuple dans son refus des mesures du pouvoir en demeurant à ces côtés, notamment dans sa désaffection de ces législatives.

b/ Les inconvénients

- Risque d'absence d'impact sur la société ;

- exclusion des médias pour mener la campagne ;

- le FFS sera, une fois de plus, victime du verrouillage du champ politique, sans aucune chance d'accès aux espaces (salles et autres lieux) pour rencontrer les populations ;

- ne pas bénéficier du statut de député pour faire passer nos messages vis-à-vis des délégations étrangères ;

- laisser les champs libre, au pouvoir et à ses suppléants, à l'intérieur et à l'extérieur de l'APN.

CONCLUSION

Nous avons, dans le parti, accumulé une certaine expérience sur nous-mêmes, sur le terrain politique dans lequel nous nous investissons, sur le pouvoir auquel nous sommes confrontés.

C'est cette expérience qui doit, en permanence, éclairer nos discussions et guider nos pas vers plus d'intelligence, de force et d'assurance dans la fidélité à nos idéaux démocratiques et patriotiques.

Aussi, doit-on considérer chacune des propositions des camarades avec sérieux et une considération égale.

Chacun de nous doit être en mesure, à la fin de cette convention, de défendre, avec conviction, l'option qui sera arrêtée en définitive.

Pour toutes vos contributions, vous pouvez nous rejoindre sur facebook <http://on.fb.me/vzA8NV> Twitter: <https://twitter.com/#!/ffs-convention> Adresse mail : ffsconvention2012@gmail.com Nouveau site du FFS: www.fffz.net

frow
Sarl Frow ALGERIE
Concept organisation

Pièces de rechanges autos

Grande marque de pièce de rechange aux normes européennes s'implante en Algérie.

- Pièces suspensions
- Pièces freinage
- Radiateurs
- Filtres
- Accessoires divers

QUALITÉ GARANTIE

Rue Aïssat IDIR Petit Staoueli N° 215 Chéraga - ALGER
Email : sarfrowalgerie@gmail.com
Tél : 0555 30 58 61 - 0550 90 68 26
Fax : 021 91 89 37

Drilling Foreign Company
is lookign for

- 1) 5 Mud Loggers
- 2) HSE Supervisor
- 3) Purchaser
- 4) Customs coordinator
- 5) Clean Lady
- 6) Driver

Criteria

- 1- Degree in geology for the post 1, university degree for 2, 3, 4 and school certificate for 5
- 2- Fluent english for 1, 2, 3, 4, 6
- 3- Computer skills for 1, 2, 3, 4
- 4- Experience of two years for 1, 2, 3, 4, three years for 5 and five years for 6
- 5- Driving licence for 2, 3, 4, 6

Please send your CV in english with a motivation letter to the following email address : hr.gwdcalc@gmail.com

ILC
Ibnrochd Language centre
إبن رشيد مؤسسة التقنيات الحديثة
Établissement des techniques modernes

Anglais

- General English
- Business English
- TOEIC/TOEFL preparation
- Skills

Teste de niveau gratuit

Français

- Français Général
- Français des affaires
- Préparation Dalf/Delf
- Français spécialisé

Alger 1 Les sources 021 56 32 32 0560 93 94 01	Alger 2 Bab-Ezzouar 0560 93 94 02 0770 12 20 67	Sétif 036 93 53 64 0661 26 46 91	Oran 0560 93 94 03 07 97 76 96 33
--	---	---	--

www.ibnrochd.com/ilc

Avis
Etablissement hospitalier privé
«Le Rameau d'Olivier»
Béjaïa
Consultation en gynécologie-obstétrique :
Tous les jours par
Dr **BENOURET Nadia**
Spécialiste en gynéco-obstétrique.

Tél. : 034 22.20.20
034 22.62.61

PUBLICITÉ

La société SOVAC
informe son aimable clientèle de l'ouverture d'un point de vente de pièces de rechanges gros et détails.

Adresse : 79, zone industrielle oued semar Alger.
Contactez nous au numéros suivants : 021 50 64 97 / 021 50 65 89

SOVAC
Importateur Officiel

LISSHAIR
PARIS

Spécialiste du lissage brésilien à la kératine (sans formol)

OUVRE
son nouveau centre de soins à Boumerdès

Contact :
Mobile : 0552 54.34.97
www.lisshair.com

Coopérative El Amel Sebala

Nous, entreprise ETB Bendahmane Mohamed détenant du projet de l'ensemble immobilier de la coopérative El Amel située à Sebala, El Achour, mettons à la disposition des adhérents une équipe technique au niveau du chantier pour éclaircir la situation du projet, et ce chaque samedi, en attendant que l'assemblée générale soit provoquée.